

Noyades en mer du Nord... Le silence est une faute

Le 9 avril, le dernier naufrage recensé d'une embarcation transportant des migrants près des côtes française à Equihen-Plage a fait quatre morts. Ils viennent s'ajouter aux 122 victimes connues depuis 2024.

Acette occasion, la maire de Calais Natacha Bouchard a publié un communiqué de presse où elle déplore cette nouvelle tragédie. L'élue pointe vivement la responsabilité du ministre de l'intérieur et dénonce le rôle des passeurs qui vivent sur cette économie mafieuse de la migration. Elle déclare à juste titre : « *le silence est une faute* ». En réponse, l'association *L'Auberge des migrants*¹ à Calais lui a envoyée via les réseaux sociaux une réponse cinglante et très documentée qui pointe à son tour les graves silences de l'édile locale qui a des responsabilités tant au niveau communal, qu'intercommunal, régional et sénatorial. A l'aide d'exemples précis, l'association montre que la maire n'a pas mobilisé, comme elle devrait le faire, les services sociaux sous sa responsabilité pour répondre dans l'urgence à des situations de détresse. La liste des exemples est longue... « *Sous votre mandat, cet biver : 610 femmes et familles ont été refusées par le 115, dont 253 enfants et 37 bébés de moins d'un an (...) 444 mineurs non accompagnés se sont vu refuser un toit. Le gymnase du Plan Grand Froid n'a ouvert que 25 nuits sur 90. Le 17 janvier, deux jeunes filles mineures, 15 et 17 ans, ont été laissées dehors parce qu'elles avaient frappé à la porte après 22h. (...) Une famille de quatre enfants, dont un nourrisson d'un an, présente depuis novembre 2025, n'a jamais pu réaccéder au 115 après une première nuit, le dispositif n'accordant plus qu'une seule nuit d'hébergement, contre trois en 2022. (...) Le 1er décembre, une femme et ses deux enfants, signalée en situation de violences conjugales, refusée par le 115.* »

Certes la gestion de l'appel d'urgence au 115 revient à l'Etat via le service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) mais à travers son Centre communal d'action sociale la commune est en première ligne en amont et en complément du SIAO. La maire au titre de ses pouvoirs de police veille à la sécurité et à la salubrité et devrait intervenir pour les personnes en situation critique, elle dispose de pouvoirs de réquisition des locaux vacants en cas de péril imminent. La réponse de l'Auberge des migrants ne se contente pas de dire ce que la mairie de fait pas, mais ce qu'elle pratique : accès à la piscine municipale limitée à la présentation d'une carte d'identité et d'un justificatif de domicile, interdiction de la distributions de repas et des douches en ville, refus d'organiser la moindre collecte de déchets dans les lieux de vie des exilés, saisine et vidange des cuves d'eau des associations, fermeture administrative d'un lieu qui abritait enfant et famille, poses de rochers et de dispositifs hostiles dans les espaces publics pour empêcher les personnes de dormir.

1. Site de l'Auberge des migrants <https://laubergedesmigrants.fr/fr/>

Même si l'on doit questionner vigoureusement les silences et les carences de la mairie de Calais au nom des principes d'accès aux droits fondamentaux pour les personnes migrantes, la réalité c'est que les collectivités territoriales impactées subissent depuis les accords du Touquet de 2003, sans réels moyens, la mise en œuvre d'une politique migratoire insensée entre la France et l'Angleterre. Ces accords qui se sont enrichis de textes complémentaires organisent l'externalisation de la frontière britannique en France. En clair, c'est la police française depuis le sol français qui doit empêcher les migrants de traverser le détroit. En contrepartie l'Angleterre finance les coûts de cette politique : effectifs policiers supplémentaires, moyens matériels et équipements de sécurité dans les ports, sur les plages dans les eaux territoriales françaises et autour des villes portuaires. Des divergences importantes existent sur le périmètre que finance l'Angleterre qui a une interprétation ciblée essentiellement sur la sécurisation à la frontière.

Une impasse politique, financière et humanitaire

Quant à la France, elle a une vision plus globale incluant l'équipement de la police en général, les démantèlements des lieux de vie des migrants et la prise en charge des coûts sociaux consécutifs. Le coût pour les autorités anglaises de cette sous-traitance migratoire à la France est estimé à près de un milliard d'euros depuis 2014. L'Angleterre renâcle de payer parce que le nombre de traversées reste à un niveau d'étiage élevé de l'ordre de 40 000 par an depuis 2022. Une étude de l'université de Bristol de mars 2026² démontre que ce choix franco-anglais d'empêcher les départs depuis la côte française a entraîné une forte augmentation du nombre de décès parmi les personnes tentant de traverser la Manche à bord de ce qu'on appelle des « petits bateaux ». Les tactiques violentes de la police, en particulier l'utilisation d'armes antiémeutes telles que les gaz lacrymogènes, les grenades assourdissantes et les balles en caoutchouc, mettent directement en danger les voyageurs et provoquent des mouvements de panique, des bousculades et des personnes qui se noient dans des eaux peu profondes. Cette politique de sécurisation des frontières à coup de barbelés, de caméras, d'éviction des lieux de vie ou de patrouilles renforce l'économie mafieuse des passeurs qui s'engouffrent dans un marché criminel créé par les pouvoirs publics. Les millions d'euros dépensés pour criminaliser la traversée rendent les réseaux de passeurs plus puissants et la traversée plus létale.

Les personnes exilées qui arrivent dans le calaisis et le dunkerquois sont anglophones. Elles viennent du Soudan, d'Erythrée, de Syrie, elles fuient les guerres et veulent arriver par tous les moyens en Angleterre dont elles voient à l'horizon les falaises blanches de l'autre côté du détroit. La stratégie française de cette politique migratoire anglaise s'appuie sur le cauchemar qu'a été la Jungle de Calais : plus jamais ça ! En 2016 au moment de son démantèlement la jungle comptait

2. <https://www.borderforensics.org/investigations/channel/>



jusqu'à 10 000 migrants. Des abris de fortune, des tentes, des toiles, des vieilles caravanes, des containers, mais aussi des petites boutiques, une mosquée, une église, dessinaient un camp de réfugiés qui s'organisait aux abords du port de Calais. Désormais, depuis 2016, rendre la vie impossible à ces personnes pour qu'elles ne se fixent plus, tient lieu de stratégie migratoire sans aucun effet sur les traversées mais de l'occupationnel policier et de la communication politique.

Un tissu associatif en résistance

Toutes les 48 heures, en moyenne, au nom du principe « Zéro fixation » à Calais des lieux de vie regroupant cinq à dix personnes sont démantelés et les effets personnels confisqués. Les migrants se réinstallent avec des tentes récupérées auprès de l'association La Capuche³, souvent le jour même. Des associations spécialisées dans l'observation, Human Right Observer⁴ (HRO) ou Utopia⁵, documentent précisément ces évictions menées

3. Site La Capuche <https://www.helloasso.com/associations/la-capuche-mobilisee>

4. Rapport annuel HRO 2024 <file:///C:/Users/Pc/Desktop/HRO%20Rapport-Annuel-2024-FR.pdf>

5. Site Utopia <https://www.utopia.org>



© 123rf.com

selon un rituel précis. A l'aube, un petit convoi part du commissariat de Calais. Il est composé d'une voiture pour les traducteurs, de camionnettes banalisées pour récupérer les maigres biens des migrants, suivent une ou plusieurs voitures de police selon l'importance de l'éviction. Une équipe d'observation associative qui fait le guet devant le commissariat, les suit prudemment à distance. Arrivé sur place le convoi s'arrête, plusieurs migrants s'éloignent avec leurs effets les plus précieux, des policiers montent un périmètre de sécurité, la flagrance d'occupation illégale des lieux est prononcée avec l'aide d'un interprète, les agents des entreprises de nettoyage privées chargent les camionnettes et tout le monde repart. Parfois le ton monte, des gaz sont utilisés et des personnes sont interpellées. Une demi-heure, une banalité absurde quasi quotidienne. Les militants associatifs en dehors du périmètre observent les faits, documentent et décomptent les biens saisis pour leur base de données inter associative. La police ne les aime pas, des motards les contrôlent parfois et les verbalisent pour un oui ou un nom, les bloquent et parfois les menacent.

A Grande Synthe au lieu-dit « Distro » en bordure d'une route nationale passante, en contrebas dans une zone industrielle, derrière des taillis, le Conseil d'Etat a obligé les pouvoirs publics à organiser de manière pérenne la distribution d'eau aux familles, hommes, femmes et enfants, et la mise à disposition de latrines. Alors pour empêcher que cet endroit ne se transforme

en un camp permanent, régulièrement, deux à trois fois par mois, de grands convois de plusieurs dizaines de CRS démantèlent les abords du lieu avec des tractopelles, des grues et des bennes et détruisant les équipements de fortune, qu'inlassablement les migrants reconstruisent. Une fois le travail accompli, comme à la battue, les policiers avancent en ligne dans les grandes friches voisines pour effrayer les migrants installés dans les petits bosquets alentours. Dans cette immense zone industrielle et portuaire de Grande Synthe, un polder parsemé de taillis, traversé de chemins de passage et quadrillé de petits canaux de drainage qu'on appelle en Flandres des wateringues, au quotidien, à l'abri de nos regards, des drames humains se déroulent. On estime à environ 1 000 personnes dont des femmes et des enfants, en moyenne à Calais et le même nombre à Grande Synthe qui tentent la traversée dès qu'elles le peuvent. Le chiffre reste stable parce qu'elles passent. Un tissu associatif organisé autour de l'Auberge des migrants tente vaillamment de sauver notre honneur en ne se taisant pas, en témoignant et en portant assistance à ces personnes. Pour tous ces militants, le spectre d'un ICE, la milice de Trump de chasse aux migrants, à la française en cas d'arrivée au pouvoir de l'extrême droite est dans la tête. Ils tiendront la tranchée des droits humains, ils sont aguerris.

L'impasse de cette politique migratoire est patente. Elle n'a aucun résultat sur le phénomène migratoire,

coûte énormément d'argent, mobilise en permanence plusieurs compagnies de CRS mais surtout provoque des souffrances inutiles et occasionne des morts. Sauf lorsque les promeneurs découvrent des corps sur les plages et que le fait divers occupe la presse locale, son seul effet est de rendre invisible le phénomène. Les évictions se font en lisière des agglomérations, au petit matin. On croise bien les migrants en ville mais ils se font discrets et s'installent dans des friches à l'abri des regards. Quelques tentes visibles au loin et les immenses barrières métalliques qui entourent les routes d'accès à Calais rappellent le drame qui se joue sur le littoral des Hauts de France.

Une limite morale franchie

Ce n'est plus un sujet central dans l'espace public. Beaucoup au nom du réalisme expliquent que l'on ne peut rien faire d'autre, pendant que quelques-uns au nom des principes universels, s'indignent. Les premiers invoquent l'éthique de responsabilité et reprochent au second leur seule éthique de conviction mue par leur passion contre l'injustice. Au travers de ces catégories, le célèbre sociologue allemand Max Weber (1864-1920) est le premier à avoir théorisé la dilemme moral de toute action politique. La maire de Calais ou le ministre de l'intérieur sont devant ce dilemme, ils savent les conséquences de leurs choix, ils le font rationnellement dans le but de limiter les conséquences migratoires sur le territoire national ou local. Ils ajustent leurs moyens à une fin. Mais la limite morale n'a-t-elle pas été franchie ? une politique publique inutilement meurtrière et humiliante sans autre fin que de montrer qu'elle existe. L'éthique de responsabilité n'est pas contraire à une éthique de conviction, au contraire pour Weber, mises ensemble dans la même personne, elles montrent un homme politique ou une femme politique authentique. En refusant une autre solution politique qui organiserait l'accueil et la libre circulation des personnes dans un cadre contrôlé, la limite morale a été franchie à Calais et à Grande Synthe. Les arguments de submersion migratoire, de grand remplacement ne résistent pas à la réalité du phénomène migratoire scientifiquement fondé. La limite morale a été franchie au nom de l'histoire ou du réalisme qui n'est disait Bernanos, que « *le bon sens des salauds* ». □ **Christophe Courtin**

Complotisme

Il prospère allégrement sur Internet, où se répandent les vérités dites alternatives, et certains en profitent pour asseoir leur emprise sur les esprits et établir leur pouvoir. Tel l'actuel président états-unien, qui s'est fait élire en dénonçant le règne des élites (comprenez une caste d'intellectuels corrompus) sur l'ensemble de la population. Ainsi pour lui, comme pour le groupe d'extrême-droite QAnon, il y aurait une sorte d'« État profond » ou « Deep State », un État secret parallèle qui tirerait les ficelles du monde au profit d'intérêts de groupes privés. Cette affirmation n'a pas été pour rien dans son élection.

Mais aujourd'hui, alors que son étoile pâlit dans son pays, on apprend dans les médias que beaucoup de ceux qu'il a ainsi séduits sont revenus de leur enthousiasme, et s'aperçoivent qu'il fait lui-même partie de ces mêmes élites que naguère il dénonçait. Dès lors ils peuvent formuler contre lui la même accusation de corruption dont il faisait état dans sa conquête du pouvoir, à grand renfort de faits inventés (fake news).

Ainsi les mêmes qui le supportaient naguère utilisent maintenant contre lui la rumeur de mise en scène concernant l'attentat dont il a fait l'objet, que ses adversaires démocrates avaient formulée au soir du 13 juillet 2024. Comme cet épisode a fait beaucoup pour quasiment le diviniser aux yeux de ses partisans Maga, on peut dire que si par déception et par comparaison avec leur vie actuelle ils se détournent de lui, le roi désormais leur apparaît nu. On retiendra alors dans l'Histoire qu'il aura été victime, par effet boomerang, de ce même complotisme que naguère il utilisait pour manipuler son peuple, et qu'il ne peut plus maintenant maîtriser. Bref il sera dans la position de l'apprenti-sorcier, ou de l'arroseur arrosé. Et aussi dans celle du chef déchu, pour lequel depuis toujours la Roche Tarpéienne est près du Capitole.

Et de la même façon pourquoi certains maintenant n'auraient-ils pas recours à une explication conspirationniste pour la nouvelle tentative d'assassinat qui l'a visé le 25 avril dernier ? Ne serait-elle en réalité elle aussi qu'une mise en scène pour « redorer » son étoile, aujourd'hui passablement endommagée ? Ainsi Donald Trump pourrait-il voir encore se retourner contre lui, comme le souligne la presse, le « monstre conspirationniste » qu'il a créé (france24.com/24/04/2026). □ **Retrouvez Michel Théron et ses ouvrages sur ses blogs : www.michel-theron.fr (général) et www.michel-theron.eu (artistique)**